

# Conférence des Présidents des RUP

## Session interne

**Gran Canaria, Jeudi 22 Novembre 2018**

Seul le prononcé fait foi

Messieurs les Présidents,

Chers collègues,

Bonjour à tous,

Je souhaite avant toute chose remercier le Président CLAVIJO pour son accueil chaleureux, et par la même occasion saluer son engagement constant pour la cause de nos régions ultrapériphériques.

Permettez-moi également d'avoir une pensée pour nos compatriotes réunionnais en ces temps troublés. Je sais que le président de la Région Réunion saura faire face devant cette épreuve qui nous concerne toutes et tous.

Chers amis, je salue tout particulièrement le travail accompli cette année sous la présidence canarienne de notre conférence des Présidents des RUP. Cette présidence aura notamment su renforcer la visibilité externe de la Conférence à travers la création d'un site internet propre et coordonner la défense de l'ultrapériphérie dans le cadre de l'amorce des négociations portant sur l'après 2020. Des discussions qui se poursuivront dans les prochains mois, et qui s'annoncent intenses.

**En premier lieu, permettez-moi de faire le point sur la situation de Saint-Martin, près de quatorze mois après l'irruption du cyclone IRMA dans nos vies.**

- Tout a été dit, ou presque, sur le phénomène qui nous a impactés ; mais il semblerait que, le temps passant, la gravité de cette catastrophe inédite soit en train de s'estomper dans les esprits continentaux.

Mais je peux vous dire que l'ampleur du désastre reste bel et bien ancrée dans l'esprit de nos compatriotes saint-martinois : physiquement, matériellement, psychologiquement. Personne n'en est sorti indemne.

- Juste quelques chiffres pour mesurer l'impact du phénomène :

- Les pertes humaines : 11 morts. Cela peut sembler « peu ». Mais pour un territoire de 35 000 habitants, c'est beaucoup.

A l'échelle de la France et de ses 67 millions d'habitants, cela représenterait la perte de 20 000 personnes ; à l'échelle des Canaries et de ses 2,2 millions d'habitants, cela aurait impliqué la disparition de 700 âmes...

- L'exode post-IRMA : près de 8 000 personnes ; seulement 3 000 sont revenues. Là encore, il faut mettre ces chiffres en perspective... Et si cela était survenu en France hexagonale ??!

Cela aurait représenté un exode d'une douzaine de millions de personnes : soit trois fois la population cumulée des neuf RUP !

- L'ampleur des destructions : entre 2 et 3,5 Milliards d'euros selon les périmètres et les modes de calcul. Pour un PIB de 0,6 Milliard d'euros avant IRMA...

Cet impact économique n'a pas été pris en compte ; en effet, le PIB de Saint-Martin n'est toujours pas comptabilisé dans celui de la Nation.

En d'autres termes, l'impact économique d'IRMA n'a, statistiquement, pas affecté le PIB de la France en termes de comptabilité nationale...

Avouons que cela est surprenant !

- Contrairement aux clichés et aux idées reçues, la reconstruction avance. Beaucoup a été fait, dans des conditions extrêmement difficiles, au niveau matériel et humain.

La capacité de résilience du peuple saint-martinois a été exceptionnelle et admirable : il faut vraiment insister sur ce point, d'autant plus que ce cyclone a frappé un territoire structurellement pauvre, contrairement à ce que l'on croit et dit souvent.

- Pour nous, les solidarités nationale et européenne ne sont pas des notions obsolètes, des vestiges d'un ancien monde : elles sont plus que jamais nécessaires.

\* La Guadeloupe, qui a subi le cyclone MARIA quelques jours après nous, a été d'un soutien solide. Grâce à l'intervention du Président CHALUS, une partie des crédits du FSE-Guadeloupe est venue abonder certains axes de notre Programme opérationnel. Qu'il en soit remercié en ces lieux.

Je remercie également les autres RUP, qui ont immédiatement fait preuve de solidarité pour Saint-Martin. Nous avons été très touchés par cette aide spontanée.

\* L'Europe a également été au rendez-vous, très rapidement et sans arrières pensées.

En notre qualité de Région Ultrapériphérique, nous avons obtenu une enveloppe de 46 M. € de Fonds de Solidarité de l'Union européenne.

Cela permettra notamment de rembourser les sommes importantes engagées pour le nettoyage et le déblaiement ! Parallèlement, la création d'un axe FEDER dédié à la reconstruction va s'avérer d'une aide précieuse pour la reconstruction de Saint-Martin.

**En deuxième lieu, je voudrais rappeler, dans la lignée du Mémoire présenté à la Commission en Mars 2017, la nécessaire adaptation des politiques publiques de l'Union aux spécificités des RUP, et dresser quelques perspectives pour l'après 2020.**

Les récents phénomènes climatiques appellent, logiquement, à demander le renforcement des dispositifs d'aides de l'Europe face à ces menaces, notamment la prise en compte des propositions du Mémoire sur le FSUE :

- des conditions d'éligibilité plus souples, qui ne soient pas basées uniquement sur la quantification statistique du dommage à l'échelle régionale (d'autant plus que l'évaluation des dégâts relève de l'Etat membre... lequel a tendance, chez nous, à minorer l'ampleur des destructions),
- permettre non seulement le financement de la remise en fonctionnement immédiate des infrastructures mais aussi leur reconstruction à long terme, dans une logique résolument axée sur le développement durable.

Il faudra également renforcer le rôle du programme LIFE sur les questions climatiques avec un appui plus important et simplifié pour les RUP.

Car ces dernières sont concernées en premier lieu par les impacts du changement climatique, et l'île de Tenerife vient d'en faire, il y a quelques jours, la désagréable expérience.

Dans ce contexte, les politiques européennes devraient d'ailleurs mieux prendre en compte les réalités locales, notamment sociales, démographiques et géo-économiques.

Nos régions fragiles subissent en effet la concurrence d'Etats tiers, voire de PTOM non soumis aux mêmes réglementations sociales, fiscales et environnementales. La situation pourrait d'ailleurs se compliquer et se dégrader dès l'an prochain, avec la concrétisation du BREXIT...

Compte tenu des impératifs de reconstruction et de rattrapage structurel pour combler le retard en infrastructures de base, l'objectif premier de la COM de Saint-Martin, pour la programmation post 2020 des FESI, reste l'obtention de programmes opérationnels propres, hébergeant des crédits à la hauteur des besoins du territoire.

A court terme, il s'agit donc d'obtenir la classification de Saint-Martin en tant que région NUTS 2.

Dans cette visée, nous avons demandé la création d'une *Task force* spécialisée sur les statistiques, réunissant notre Collectivité, les autorités nationales, la Commission européenne.

Par cette proposition, nous souhaitons trouver une solution rapide et pérenne pour pallier les carences de l'appareil statistique national sur le territoire et permettre la production des données nécessaires à la reconnaissance de Saint-Martin en tant que région d'Europe à part entière et non entièrement à part...

Comme je le soulignais l'an dernier en Guyane, les fonds européens, surtout maintenant !, ont vocation à être gérés au plus près des besoins des Saint-Martinois.

Il serait par ailleurs logique qu'une Collectivité dotée de l'autonomie depuis 11 ans puisse gérer ses dotations de manière autonome.

C'est une question de dignité et de bon sens, et j'en appelle encore au soutien des Présidents des RUP dans cette démarche auprès de la Commission et, surtout, auprès de mon Gouvernement.

**En troisième et dernier lieu, j'insisterai sur la nécessité de poursuivre et de renforcer le lobbying des RUP.**

Le contexte est particulier... Nous vivons une époque charnière, pleine d'opportunités, mais aussi d'instabilités et de menaces : on sent bien que les progrès sont à portée de main, mais, en même temps, tout peut très vite basculer...

Le rendez-vous du 26 mai prochain sera donc crucial et, comme mes collègues des autres RUP françaises, je regrette que la nouvelle révision du mode de scrutin ait supprimé, au sein du Parlement européen, les sièges destinés à nos régions ultramarines...

Ces voix vont nous manquer, peut-être au moment fatidique...

Car, ces prochains mois, il va falloir agir pour que les RUP soient mieux connues pour être mieux reconnues dans leurs spécificités, leurs atouts, leurs défis.

Ainsi, il va être nécessaire d'améliorer les propositions de la Commission européenne et d'obtenir gain de cause sur des sujets cruciaux tels que le maintien des taux de cofinancement maximaux (aujourd'hui de 85 %) et celui de la règle du N + 3 pour les dégagements d'office.

Nous devons aussi obtenir gain de cause sur l'assouplissement des règles de la concentration thématique pour les RUP, ainsi que l'adoption rapide des propositions financières et réglementaires permettant la mise en œuvre des programmes dans les délais.

Car, et le Président MARIE-JEANNE le rappelait récemment, les démarrages tardifs des actuels PO nous handicapent encore cruellement.

Ce lobbying devra être intense, concerté et permanent. Il a vocation à se déployer tous azimuts.

La présidence saint-martinoise devra, dans cette visée, veiller à la consolidation des nouvelles opportunités proposées par la Commission. Je pense à l'éligibilité des RUP au volet « partager l'excellence » dans le programme de recherche Horizon 2020.

Je pense aux taux de co-financement de 50 % pour les RUP au programme MIE (Mécanisme d'interconnexion), à l'éligibilité des infrastructures aéroportuaires des RUP au règlement FEDER, ou encore à l'amélioration de l'accès de nos régions aux financements bonifiés de la BEI.

La présidence saint-martinoise entend relever le défi. Elle s'inscrira, avec le soutien de toutes les RUP, dans la continuité du travail accompli sous les présidences précédentes.

Nous nous engageons à poursuivre l'effort déployé pour la nécessaire adaptation du droit et des instruments européens aux spécificités des RUP, dûment reconnues par les Traités et par la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union.

Sans oublier l'impérieuse nécessité de poursuivre le rattrapage des infrastructures de base, nous serons également force de proposition et initiateurs de projets innovants, spécialisés dans des domaines

porteurs comme les énergies renouvelables ou l'économie circulaire, dans une démarche d'exemplarité.

Tous ces combats, et bien d'autres encore, nous les mènerons *ensemble*, mes chers collègues.

Notre diversité est une force, à l'image de notre jeunesse et de notre volontarisme.

En ces temps de défis et d'incertitudes, plus que jamais, soyons unis et battons-nous pour valoriser nos atouts et faire triompher les ambitions de nos peuples, de nos 4,8 millions de concitoyens.

Je vous remercie.